Les dossiers de la FNIC CGT

Janvier 2018

# Histoire de Luttes

# Les prémisses de 1968

Il y a 50 ans, à la veille de mai/juin 1968, beaucoup de mouvements sociaux, et politiques, se faisaient jour, sous un climat de durcissement de la politique gouvernementale et patronale.

Comme le disait Georges Séguy, les évènements de mai-juin 1968 n'ont pas surgi « comme un coup de tonnerre dans un ciel serein ». Ils ont des causes démographiques, politiques, internationales, économiques, sociales et sociétales, en lien avec l'évolution des mœurs et des modes de vie.

Ce sont les prémisses de 1968, une période où la résistance des travailleurs face à l'aggravation de leurs conditions de vie et de travail se durcit, mais ne peut s'organiser à l'échelle nationale en une offensive coordonnée.

Le chômage augmente, la production stagne, provoquant une baisse du niveau de vie dans beaucoup de régions. Les primes diminuent, ceux qui partent en retraite ne sont pas remplacés. Une atmosphère d'insécurité croissante se fait jour dans les années précédant l'explosion de 1968.

Le patronat et le gouvernement, pour faire passer leur politique anti-ouvrière, essaient de faire participer au maximum les syndicats à leur politique, tout en les attaquants : réduction des sièges syndicaux à la Sécurité sociale, licenciement de militants syndicaux, etc.

La France des années 1960 est marquée par le régime politique de De Gaulle, autoritaire et profondément réactionnaire.

Entre 1958 et 1967, le préfet de police, n'est autre que Maurice Papon, secrétaire général de la préfecture de La Gironde sous le gouvernement de Vichy. C'est l'homme qui, d'un trait de plume, a permis l'arrestation et la déportation de 1 560 juifs entre 1942 et 1944. La plupart d'entre eux seront exterminés dès leur arrivée. Il a été condamné en 1998 pour complicité de crimes contre l'Humanité concernant des actes d'arrestation et de séquestration.

Pendant les dix années qui vont précéder mai 1968, se dessine la tactique des syndicats. Face à la montée croissante du mécontentement des travailleurs, les syndicats organisent des grèves et journées d'action interprofessionnelles de façon de plus en plus régulière.

## 1958

En 1958, le mouvement ouvrier est divisé syndicalement, et politiquement. . Le 13 mai, Le coup d'état d'Alger permet à De Gaulle, de prendre le pouvoir, et de mettre en place la 5ème république.

Malgré tout durant l'année 1959, 580 000 journées de grèves étaient dénombrées, 839 000 en 1960, et 1 170 000 en 1961, cette année-là, chez Chausson 350 débrayages ont eu lieu avant d'arriver à un accord salaire.

## 1961

Au niveau politique, en 1961 ont lieu les répressions contre les manifestants algériens, qui ont fait plusieurs dizaines de morts, et le poids du racisme est de plus en plus présent.

17 janvier 1961, Patrice Lumumba, premier ministre du Congo, fervent défenseur de l'indépendance, et deux de ses partisans, sont fusillés. Du 21 au 26 avril 1961, putsch des généraux à Alger. Le 17 octobre 1961 exécution de plus d'une centaine de manifestants algériens à Paris, alors qu'ils manifestaient pacifiquement contre le couvre-feu qui les vise depuis le 5 octobre et la répression organisée par le préfet de police de la Seine, Maurice Papon.

## 1962

En 1962, l'OAS (organisation armé secrète, fasciste politico-militaire qui voulait garder l'Algérie Française contre la majorité des Français 75 %, ) commet 5 284 attentats en 2 mois. Le 08 février, une manifestation pacifique est organisée contre L'OAS et la guerre d'Algérie. 9 manifestants trouvent la mort, étouffés, victimes de fractures du crâne, à l'entrée du métro Charonne, dont Maurice Pochard, trésorier du SNICIC, alors qu'ils fuyaient la police de Papon.

## 1963

En 1963, les mineurs font 34 jours de grève, se battent contre les réquisitions. Grève dont ils sortent victorieux, avec 11 % sur les salaires, la 4ème semaine de congés payés, des embauches. Une vraie solidarité, sur le fond, se met en place avec la population, où 10 millions de F (francs) sont récoltés en 6 semaines, les enfants des mineurs sont pris en charge par d'autres familles. Solidarité internationale aussi, les dockers refusant de décharger le charbon. C'est la première grande grève victorieuse contre le patronat et le gouvernement, qui n'a pas pu imposer les réquisitions et a du céder sur la totalité de revendication. Elle va ouvrir des perspective au mouvement ouvrier, des luttes vont se développer et des victoires.

## 1964

Le 6 novembre 1964, lors d'un congrès extraordinaire, la CFTC éclate, et la CFDT est créée.

L'année 1964 voit le nombre de journées de grève augmenter à 2,5 millions.

En 1964, deux journées d'action concernent le secteur public et nationalisé où le gouvernement tente d'appliquer le blocage des salaires. Le 18 mars, 5 millions de travailleurs débrayent. Ces deux journées sont des temps forts des luttes sociales des travailleurs.

## 1965

Lors de la première élection présidentielle au suffrage universel direct (jamais appliqué jusque-là depuis 1948), en 1965, le général de Gaulle est mis en ballottage par François Mitterrand et Jean Lecanuet, à la surprise générale.

Les travailleurs de Peugeot se mettent en grève le 7 avril 1965 pour une durée de 4 semaines, contre un changement du temps de travail occasionnant une perte de salaire, ainsi qu'une dégradation des conditions de travail. Dès que la grève éclate, 5 militants syndicaux sont licenciés ainsi que 8 grévistes, et 77 travailleurs sont mis à pied.

A Berliet-Vénissieux, le 8 avril 1965, les travailleurs se mettent en grève pour une augmentation de salaire. La grève s'étend à d'autres entreprises de la région lyonnaise et la direction met l'entreprise en lock-out. Le 26 avril 1965, les mensuels rentrent dans l'usine en cortège et envahissent les bureaux de la direction. Lors du meeting de reprise, plusieurs travailleurs prennent la parole pour tirer un bilan de la grève et interviennent en faveur de l'occupation de l'usine lors des prochaines luttes.

Aux Ateliers et Chantiers de Nantes, les ouvriers entrent en lutte contre le licenciement de 344 travailleurs, et de violents combats se déroulent avec les CRS, renouant avec une vieille tradition locale…

La même année, les salariés de Bull se mettent en grève contre 500 licenciements, à Sud-Aviation Toulouse les techniciens débrayent pour exiger la parité de leurs salaires avec ceux de Paris.

Le gouvernement et le patronat forment un bloc soudé et uni, et font tout ce qui est en leur pouvoir pour faire accepter le chômage, aux travailleurs la diminution de leur pouvoir d'achat : licenciements massifs, changements saisonniers des horaires de travail (avec perte des avantages acquis), envoi des forces de l'ordre contre les grévistes, etc.

Les travailleurs, par leurs luttes, montrent qu'ils ne sont pas prêts à se laisser humilier.

# 1966

Au premier semestre de l'année 1966, 2 245 000 journées de grève, autant qu'en 1964.

Des luttes dures se déroulent aux Chantiers navals du Midi (port de Bouc, La Ciotat, La Seyne) qui occupent 10 000 travailleurs. Marche sur Martigues, manifestation très combative de femmes.

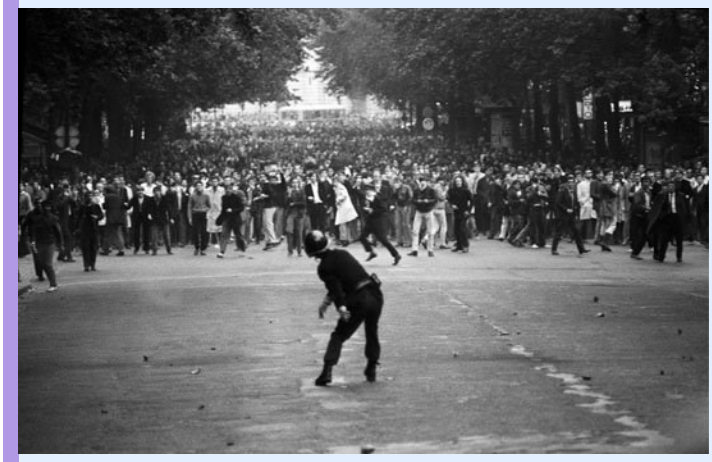
Les syndicats de la FNIC-CGT ne sont pas en reste, et sont engagés dans un processus de lutte, entre la mi-mai et la fin juin de multiples actions ont eu lieu.

Des résultats significatifs ont été obtenus, comme chez Hutchinson avec 6% d'augmentation de salaire, 50 % sur la prime d'ancienneté pour les ouvriers ; chez Kulmann la prime passe de 32 000 F à 40 000 F (anciens francs), réduction du travail de 1 h 00.

Dans le groupe UNIPOL, après des arrêts de travail de 2 à 48 h 00 entre mars et juillet, les travailleurs obtiennent 14,23 F d'augmentation horaire, plus 4 % pour empêcher que l'action ne reprenne pas en septembre. Un appel inter-confédéral (CGT- CFDT) est lancé le 23 novembre, comme un nouveau point de départ, pour l'obtention des revendications, face à l'opposition du patronat et du pouvoir.

# 1967

Ces grèves n'ont pas toutes été couronnées de succès, mais en 1967, la température monte !



Aux élections législatives de 1967, la majorité gaulliste à l'Assemblée nationale se réduit à un seul siège. Les centristes, dont Valéry Giscard d'Estaing, assortissent de réserves critiques leur soutien au pouvoir (le « oui, mais » de 1967). Les démocrates-chrétiens, dont Jean Lecanuet, restent hostiles. L'extrême droite ne pardonne pas à De Gaulle le procès de Vichy ni l'« abandon » de l'Algérie française.

Au cours de 1967 et au début de 1968 on assiste à une montée des conflits sociaux : 4 500 000 journées de grève au cours de l'année 1967(un chiffre record depuis le début de la 5ème République) comme celle du 1er février dans les entreprises nationalisées, dans certains secteurs de la Fonction publique, dans les industries chimiques, mais aussi dans des luttes locales. **La CGT et la CFDT signent un accord « d'unité d'action ».** Cette dernière s'oppose à la présence du PCF dans les actions à venir.

Les salariés de Dassault-Bordeaux, Mérignac et Talence, sont en grève contre des licenciements, et pour l'augmentation des salaires, depuis le 23 décembre 1966. Les débrayages réguliers sont bien organisés et sont très combatifs : on procède à l'appel public de jaunes sous les huées des grévistes, des pancartes sont brandies par les ouvriers qui demandent la mise à prix de la tête du gérant. Là aussi, la direction répond par un lock-out de 20 jours, mais elle capitule, et les syndicats vont négocier sous le contrôle d'AG du personnel.

Le 1er février 1967, dans les industries chimiques, un appel interfédéral (CGT-CFDT) est lancé pour le plein emploi, l'augmentation des salaires, contre les atteintes aux libertés syndicales, et on recense plus de 170 appels.

Le 28 février 1967, une grève de 34 jours, démarre à Rhodiaceta Besançon (groupe Rhône Poulenc), suivie par Vaise, Saint-Fons, Belle Etoile, Vénissieux, avec occupation des ateliers et piquets de grève. Le 22 mars, les travailleurs obtiennent 4,5 % d'augmentation, et la reconnaissance du délégué syndical. Un élan de solidarité est né, et a permis la distribution de colis de nourriture, grâce notamment à la collecte de 17 millions de F. Après 29 jours de grève, la direction fait appel aux forces de répression armées, pour casser la grève, mais est obligée de les tenir à distance.

En Mars 1967, lors des élections législatives, les partis gaulliste et centriste reculent.

Les viticulteurs manifestent contre l'importation du vin d'Algérie. La côte de Somalie est, par référendum, maintenue comme colonie dans la République française.

A Berliet-Vénissieux (12 000 travailleurs), la grève démarre peu après celle de la Rhodiaceta. La direction répond encore par le lock-out et l'intervention des CRS. Les syndicats signent un accord qui accorde 3,8 % d'augmentation.

En avril 1967, en Grèce, les généraux s'emparent du pouvoir. S'ensuivent de nombreuses arrestations et la déportation massive des communistes et opposants dans l'île de Yaros.

Au mois d'avril 1967, luttes et grèves dans le textile, dans les mines de Lorraine, dans la sidérurgie de l'Est. Aux Chantiers de Saint-Nazaire, la solidarité de la population locale permet aux grévistes de tenir 61 jours, et d'obtenir 7 % d'augmentation des salaires. Une victoire pour les travailleurs.

Au mois de mai 1967, La Grande-Bretagne, puis le Danemark, demandent leur adhésion à la CEE.

En France, De Gaulle demande les pleins pouvoir, et veut gouverner par ordonnances en matière économique et sociale, avec notamment : réduction des cotisations pour les entreprises, mesure sur la participation des salariés aux bénéfices de l'entreprise, diminution des prestations de la Sécurité sociale, réduction du nombre de sièges syndicaux dans les conseils d'administration de la Sécurité sociale.

Les organisations syndicales organisent le 17 mai une grève de 24 heures contre les ordonnances et pour la défense de la sécurité sociale. Cette grève, qui compte plus de 3 millions de grévistes, est à la fois économique et politique, dans la mesure où elle intervient en même temps que le dépôt d'une motion de censure de la gauche contre le gouvernement.

Les 20 et 21 mai 1967, la FNIC-CGT participe à l'organisation des Etats généraux pour la paix au Vietnam, et lance un « bateau pour le Vietnam », pour collecter des fonds pour envoyer au Vietnam des biens de première nécessité Ces Etats généraux décident de manifestations en France les 16, 17 et 18 juin.

Le 17 mai, la grève nationale est d'une ampleur sans précédent. L'ensemble des raffineries sont à l'arrêt 24 h 00 minimum, et de nombreuses entreprises de la fédération sont en grève.

Le début de juin 1967 est marqué par la guerre « des six jours » entre Israël et l'Egypte. En France, lors du 36ème congrès de la CGT, Georges Séguy devient secrétaire général et Benoît Frachon est élu Président. L'Assemblée nationale vote les pouvoirs spéciaux au gouvernement.

A compter du 1er juillet 1967, la durée du travail dans le pétrole passe de 45 à 44 h 00, et 43 h 30 au 1er novembre. Dans la chimie, un accord sur l'indemnisation des absences pour maladies et accidents est signé, le 28 juin, ce sont les primes pour les postés qui sont améliorées. Tout ceci est la résultante des grèves de mai.

Les ordonnances sont promulguées en juillet/aout 1967. Dans LA VOIX de septembre, la FNIC évalue à 300 milliards de Francs les sommes que le gouvernement prendra aux assurés sociaux.

La rentrée sociale de septembre sera marquée par des conflits importants dans de nombreuses entreprises, comme à la Rhodiaceta.

Le 9 octobre 1967, Che Guevara est abattu dans les maquis de Villagrande en Bolivie.

En France, la hausse des prix oscille entre 3,5 et 5 %, suivant l'indice du coût de la vie.

Le 19 octobre, des arrêts de travail ont lieu à la RATP et aux PTT. Le 26 octobre, des manifestations très dures se déroulent au Mans et à Mulhouse, contre les pouvoirs spéciaux, sur la Sécurité sociale, et des centaines de travailleurs s'affrontent pendant des heures avec les CRS.

Du 9 au 12 novembre 1967 se tient le congrès de la CFDT : l'accord d'unité d'action est maintenu mais critique à l'égard de la CGT.

Fin octobre, grève à la SNCF, à la Poste.

En décembre 1967, la guerre au Biafra (Nigeria) a fait 50 000 morts et un million de réfugiés ; elle fait des ravages au Vietnam où sont déployés 475 000 soldats américains.

Le 7 décembre, adresse de la CGT aux formations politiques de la gauche (FGDS et Parti communiste) en faveur d'une alternative politique sur la base d'un programme commun. Le 19 décembre, la loi Neuwirth légalise la contraception et la vente de la pilule.

Le 7 décembre 1967, les ouvriers de la Rhodiaceta entrent spontanément en grève à l'annonce de 2 000 suppressions d'emplois et pour de nouvelles diminutions d'horaires.

Le 13, journée de grève contre les pouvoirs spéciaux.

Durant toute cette période, les conflits étaient sectoriels, par professions, par entreprises, sur des luttes locales, sur les salaires, les conditions de travail, la politique du gouvernement. Il n'était pas encore possible de mettre en mouvement, sur le long terme, l'ensemble des travailleurs.

**Malgré tout, ces grèves, débrayages, actions, etc..., ont permis de créer une émulation qui, dès janvier 1968, verra de nouvelles luttes démarrer.**